

Pays arabes, le crépuscule des autocrates

«Un clou chasse l'autre» dit-on. Après la Tunisie, c'est l'Égypte qui fait la une des médias. L'actualité est peut-être ainsi faite, il n'en reste pas moins qu'en dépit de l'alarmisme occidental, on assiste bien au crépuscule des autocrates et des dictatures de ce monde arabe qui voulait rester en marge du vent de liberté qui souffle sur le monde. Il n'y a pas de raison que l'Amérique latine soit parvenue à se débarrasser de ses dictateurs, que l'Asie ait suivi le même chemin – la Corée du Sud, les Philippines, la Thaïlande – et que les pays arabes et certains régimes islamiques comme l'Iran y échappent.

Et ce, au nom d'une philosophie aussi vaseuse que ses promoteurs selon laquelle les principes de démocratie et de liberté, parce que nés en Occident, seraient des valeurs étrangères aux sociétés arabes et islamiques. A ce jeu-là – si on pousse ce raisonnement jusqu'à l'absurde – on devrait rejeter la technologie et les derniers développements de la science, et tout

ce qui va avec, parce que nés et développés en Occident !

Pour en revenir à l'Égypte, de nombreux commentateurs agitent la menace islamiste en raison du poids de la confrérie des Frères musulmans dans ce pays. A les suivre, les Égyptiens ont bien tort d'exiger le départ de Hosni Moubarak. C'est vite oublier que le Raïs a poursuivi la politique d'Anouar Sadate en encourageant le retour du religieux en Égypte tout en combattant d'une main de fer les mouvements nassériens, progressistes, laïcs et de gauche. Ces derniers ont vu leur espace d'expression réduit à presque rien. Mettant à profit cette situation, les Frères musulmans ont relevé la tête, développé leurs réseaux associatifs, l'aide sociale et scolaire, mis en place des réseaux bancaires et financiers, fait main basse sur les organisations professionnelles et l'université égyptienne. Au point où ils sont presque parvenus à islamiser la société égyptienne. Le tout sous le regard complaisant des États-Unis et de ses alliés occidentaux

pour qui la priorité était de contrer l'ex-URSS et la menace «communiste» !

Les voilà, depuis l'effondrement de l'URSS et des pays socialistes de l'Europe de l'Est, qui feignent de découvrir la menace islamiste. Une menace dont a usé et abusé leur pion Hosni Moubarak pour se maintenir à vie au pouvoir. Or, ce ne sont pas les Frères musulmans qui sont à l'origine du vent de cette révolte populaire en Égypte. En outre, personne ne connaît leur poids réel en Égypte, et ce, même s'ils représentent une force importante. Qui plus est, ouverture politique aidant, les «Frères» seront incontournables, et ce, même si fidèles à leurs habitudes, ils hésiteront à se mettre en avant, préférant attendre de voir comment évoluera la situation. Et puis, il y a ces forces politiques de gauche, de centre-gauche et libérales, réduites à l'état de groupuscules par la répression du régime Moubarak mais qui peuvent, à la faveur du mouvement socio-politique actuel, gagner en visibilité

et rebondir. Enfin, il y a ces acteurs de la société civile, majoritairement jeunes, à l'origine de cette formidable mobilisation populaire par le bais d'internet, et qui ne vont pas se laisser voler la victoire. Comme en Tunisie, leurs mots d'ordre sont de nature laïque et démocratique. Peu ou pas de slogans islamistes. Et ce, sans compter que ce pays renferme des élites – intellectuels, écrivains, artistes, universitaires, journalistes, avocats, compétences scientifiques – organisées et non isolées, comme c'est le cas en Algérie, qui vont peser sur le devenir de l'Égypte. Mieux encore, vendredi dernier, jour de grande prière quand les Frères musulmans, sûrs de leur force, avaient donné un ultimatum à Moubarak pour dégager, chacun a bien vu que le «million» de personnes n'était pas au rendez-vous. Le «vous allez voir ce que vous allez voir» n'a pas eu lieu !

En Égypte, comme chez nous, les choses ne sont pas simples : la crise actuelle ne peut être réduite à un affrontement entre le



Par Hassane Zerrouky

régime et les islamistes comme tendent à le montrer certains médias occidentaux. Les Frères musulmans, tout comme l'aile libérale du PND (Parti national démocratique) au pouvoir, le savent : la partie est loin d'être gagnée.

H. Z.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

FRANCE

Les nouvelles autorisations de sortie pour les ministres français

En réponse à ce qui est désormais appelé le «syndrome du jet privé», le président français tente de désamorcer ce qui apparaît comme une bombe qui vient à un moment de bras de fer sans précédent avec toute la magistrature et dans une ambiance où les sondages le donnent au plus bas dans l'opinion des français.

De notre bureau de Paris,
Khedidja Baba-Ahmed

Décidément, le gouvernement Sarkozy n'en finit pas d'essuyer les plâtres de ce qui désormais est appelé, depuis une semaine, «le syndrome du jet privé». Alors que la ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, n'en finissait pas de s'empêtrer dans des explications pour le moins embrouillées sur son dernier voyage en Tunisie au plus fort du soulèvement de la population tunisienne, invitée par un

homme d'affaires proche de Ben Ali, le *Canard enchaîné*, encore lui, révélait hier que le Premier ministre François Fillon a fait de même : un voyage privé en famille, pris en charge par l'Etat égyptien de Moubarak, dans une conjoncture pré-insurrectionnelle du peuple égyptien. Deux très mauvaises nouvelles qui ont amené Nicolas Sarkozy à réagir très vite, par un communiqué rendu public à l'issue du Conseil des ministres d'hier, avant qu'il ne soit, ce soir confronté à ces affaires qui surviennent à un très mauvais moment. «Pour leurs vacances, désormais, les membres du gouvernement devront privilégier la France. Les invitations à l'étranger seront autorisées par le Premier ministre, en accord avec la cellule diplomatique de la présidence de la République, pour examiner leur compatibilité avec la politique étrangère de la France. Leurs modalités seront examinées par le secrétariat général du gouvernement, qui les

autorisera ou les interdira.» Ce sont là les propres termes du président Sarkozy, qui anticipe, en tentant de les amorcer, les interpellations que n'auraient pas manqué de faire les journalistes et le panel de Français dans la rencontre de ce soir, sur TF1, et dans le cas où ils le feraient ce soir, de brandir les nouvelles règles. Les réactions indignées venues essentiellement de l'opposition et de la presse qui consacre dans sa presque totalité ses unes sur ce «syndrome du jet privé» relèvent, globalement, l'absence d'éthique et le concentré de conflits d'intérêts dont font preuve les membres de ce gouvernement en utilisant les moyens d'un privé étranger pour se payer des vacances familiales ou pour François Fillon l'utilisation de moyens (jet, hôtels d'un Etat étranger pour un voyage familial privé se mettant et mettant ainsi la France dans une situation d'aliénation vis-à-vis de l'Etat qui a payé son séjour.

Mais au-delà et plus globalement, commentateurs politiques et responsables de l'opposition notent qu'en plus, les deux membres du gouvernement d'un pays qui se dit démocratique et donnant des leçons dans ce domaine, se sont faits offrir des vacances par des régimes dictatoriaux, rejetés par leurs peuples, et n'ont rien vu venir de la révolte des rues où, pour Michèle Alliot-Marie savait tout de cette révolte mais a persisté à y aller. Et comme le dit ironiquement un journaliste du quotidien *Sud-Ouest* «pour savoir où va éclater la révolution, il suffira désormais

de regarder où les membres du gouvernement vont passer leurs vacances».

Quant aux nouvelles règles édictées hier par Sarkozy, peu de monde y croit et certains rappellent qu'en même temps que Michèle Alliot-Marie se voyait passer en famille des vacances de fin d'année dorées chez l'industriel ami de Ben Ali, Fillon et les siens se doraient au soleil du «démocrate» Moubarak et le président lui-même se voyait offrir des vacances royales au Maroc par son ami Mohammed VI.

K. B.-A.

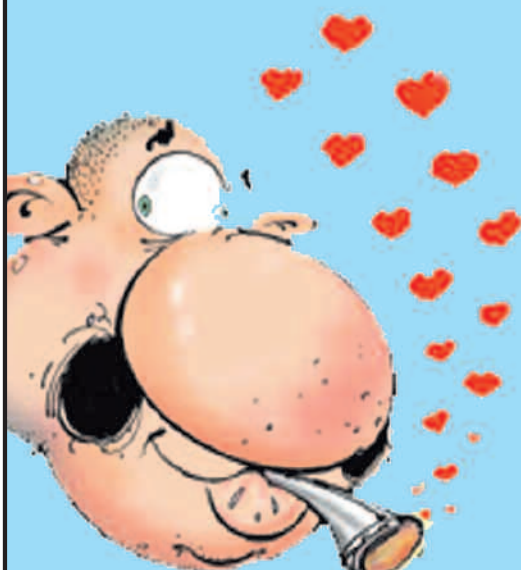
CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* très émus par le décès de leur confrère et ami Mohamed Larbi Gherras présentent à sa famille leurs condoléances les plus attristées et la prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie. Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Quelques théories autour de la dynamique de la marche assise !

Pourquoi Abdekka refuse-t-il systématiquement que la population marche ? Parce qu'il estime qu'il a, lui et lui seul, le monopole de...

... nous faire marcher !

Des Algériens enfin rassemblés ont introduit une demande officielle auprès des autorités pour marcher le 12. Et les autorités leur ont répondu «pas de marche ce jour-là ! Par contre, nous vous proposons une salle fermée où vous pourrez rester sagement assis». A ce niveau-là de l'histoire, il faut bien l'avouer, il y a un problème. Un problème de dynamique pure. Comment, à des gens qui veulent juste marcher, peut-on proposer de s'asseoir ? Dans la feuille 21/27 déposée au ministère très intérieur du régime, il y avait écrit noir sur blanc «demande d'autorisation de marche». Si les candidats à la marche du 12 avaient souhaité rester en position assise ce jour-là, je pense que, logiquement, ils auraient rédigé, toujours sur une feuille 21/27 une bafouille intitulée «demande d'autorisation de rester assis». Ce qu'ils n'ont pas fait ! Que doit-on alors en penser ? Qu'au ministère, des fonctionnaires ne savent pas lire. Ce qui en soi est assez inquiétant. Imaginez demain, après-demain ou dans un an, une autre demande citoyenne dans laquelle des gens comme vous et moi demanderaient l'autorisation de s'asseoir. Je crains qu'il ne leur soit alors proposé des salles fermées où ils pourront rester... cou-

chés ! Une fois que l'on a fait ce constat consternant, il faut agir. Dans un sens urgemment pédagogique. Des cours intensifs portant sur la dynamique des corps en mouvement et des corps statiques doivent être dispensés aux services chargés de réguler les mouvements sociaux dans l'espace figé de la capitale. Il est important que les dirigeants de ce pays sachent faire la différence entre un citoyen qui veut marcher, un autre qui veut s'asseoir et celui qui souhaite carrément s'allonger. Même si des sources proches du ministère très à l'intérieur du régime m'affirment que les autorisations de se coucher sont très rapidement traitées dans cet immeuble et se voient accordées avec une facilité déconcertante. Il semblerait même qu'un projet serait à l'étude pour exempter ceux qui veulent se coucher de suivre la procédure de la demande d'autorisation écrite. Si j'en crois mes sources, bientôt, très bientôt, une simple formulation verbale, orale suffira. Elle peut prendre des formes diverses : «Nous voulons nous coucher !» Ou encore «Vite, allongez-nous !» Ou encore «Peu importe avec qui, nous voulons juste coucher !» Voilà ce que j'appelle lutter efficacement contre la bureaucratie. Bravo, les mecs ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar, en marche, assis ou couché continue.

H. L.